



19 novembre 2016

**COMPTE RENDU
DU PETIT DEJEUNER DU 15 NOVEMBRE 2016
AVEC**

Madame Nicole FONTAINE

Avocate au Barreau des Hauts-de-Seine ,
Ancienne présidente du Parlement Européen ,
Ancien ministre
Sur le thème

"Brexit : une chance pour repenser l'Europe ?"

Nous vivons depuis quelques années des évènements très forts, en particulier depuis la crise financière de 2008. Il faut y ajouter le terrorisme, la crise migratoire, etc. Plus récemment, on a assisté à ce fameux « Brexit » et il y a quelques jours à l'élection américaine avec la victoire inattendue de Mr Donald TRUMP.

Je suis une européenne convaincue, vous le savez peut-être. Le 14 juin dernier, j'ai publié un ouvrage intitulé : « Brexit, une chance ? » mais surtout j'ai accompagné ce titre des termes : Repenser l'Europe. Cela a pu surprendre certains, à Bruxelles, et dans certaines capitales...Et avec parfois une certaine forme d'hypocrisie. La tendance était plutôt à souhaiter que nos amis britanniques restent pour que tout continue comme avant! Et voilà que cette femme, qui avait présidé le Parlement européen, disait que finalement cela pourrait être une chance pour l'Europe. Alors, pourquoi ? Qu'est-ce qui a pu me conduire à cette conviction ?

Depuis quelques années l'Europe est malade. On peut le regretter et trouver cela injuste...

Mais oui, il y a bien une désaffection des peuples à son égard. Certes les acquis européens sont très importants et ils ont mal été mis en valeur.

J'ai donc voulu analyser les causes de cette « lente descente aux enfers ». Pour ma part, j'ai eu le grand bonheur d'être élue et de présider le Parlement européen dans une période très exaltante. C'était une période où « l'on démolissait les murs et construisait des ponts ». C'était une période où, et cela vous fera sourire, Lord PLUMB (président de 1987 à 1989) disait : « *je suis né anglais, je mourrai européen...un européen anglais* ». C'était une période où Tony BLAIR envisageait sérieusement de faire un référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Euro ; une période où l'on construisait avec enthousiasme le 'Grand marché intérieur'.

C'était une période où nous avions à cœur de défendre les Droits de l'Homme...Nous avions la conviction très forte que cette communauté que nous avons construite était avant tout une communauté de valeurs partagées.

Et puis... progressivement... insensiblement...la situation s'est dégradée. Je ne ferai qu'évoquer quelques-unes des causes de cette descente aux enfers.

- Le procès en technocratie. Vrai ou exagéré ? Il est vrai que les institutions européennes, dans une sorte d'opacité, ont décidé ce qui leur semblait bon pour les peuples sans trop penser à les associer suffisamment. Qui fait quoi ? Qui décide « là-bas », à Bruxelles ? J'évoquerai deux dossiers emblématiques : la chasse et les fromages ! On n'a pas évalué à leur mesure, anticipé, les effets « dévastateurs » de tels choix mal expliqués dans la durée.
- L'Europe « bouc-émissaire ». Trop souvent, les élus de toute sensibilité politique, nationaux, locaux, ont eu la regrettable habitude d'attribuer à l'Europe ce qui n'allait pas. C'est insidieux, mais à terme se paye au prix fort.
- Dérive « ultra-libérale » Elle est réelle même si je le dis avec prudence... Elle n'a pas été tolérée par les citoyens. L'une des causes du 'Non' au référendum français de 2005 sur le projet de traité constitutionnel a été la fameuse directive BOLKESTEIN sur la libéralisation des services. Elle comportait une mesure qui de toute évidence favorisait le « dumping » social. Ce n'était pas raisonnable. Monsieur BARROSO, Monsieur BOLKESTEIN, se sont entêtés d'une façon qui nous a mené là où l'on est.
- Conception dévoyée de la libre concurrence. C'est un des grands principes du traité de Rome, bien sûr. Pourtant, on ne devait pas en faire une 'Fin' mais seulement un 'Moyen'. Nous n'avons pas suffisamment pris conscience qu'il fallait d'abord se protéger contre la concurrence extra-communautaire avant de se focaliser sur l'intra-communautaire. Nous nous sommes pénalisés nous-mêmes. Lorsque le commissaire Mario Monti a interdit la fusion entre Schneider-Electric et Legrand au nom de l'interdiction des positions dominantes, cette décision est allée à l'encontre des intérêts industriels de la France et de l'Europe. Certes, 3 ans après, la Cour de justice européenne a donné satisfaction aux entreprises... mais 3 ans à l'échelle d'une stratégie industrielle, c'est énorme. L'Union européenne a alors donné l'impression de 'subir' la mondialisation, non de la maîtriser. Ceci est d'ailleurs d'une actualité brûlante : vous savez que le 12 décembre prochain, le statut de la Chine à l'OMC expire. Il se posera alors la question de savoir si celle-ci remplit les conditions pour bénéficier du label « d'économie de marché » ? La décision pourrait être lourde de conséquences pour l'industrie européenne.
- L'Europe impuissante Il y a de nombreux sujets comme l'Europe sociale, l'harmonisation fiscale..., où les citoyens espéraient que l'Europe avance ... mais rien ne s'est passé !

Et puis est arrivée en 2007 la crise financière !

On devrait objectivement reconnaître qu'il y a eu des décisions importantes prises au niveau européen. Mais elles furent tellement techniques, qu'elles furent « incommunicables » pour le citoyen: allez parler du 'semestre européen' ou de 'régulation bancaire'... C'est inaudible pour qui n'est pas expert. Les citoyens, eux, n'ont vu qu'une seule chose : la façon dont nos amis grecs ont été traités par la fameuse 'Troïka'. Cela a donné une image tout à fait déplorable de l'Europe.

Je n'ai pas besoin non plus d'insister sur l'impact qu'a eu la gestion de la crise migratoire : on y voit de façon manifeste l'impuissance totale de l'Union européenne. Les États avancent en ordre dispersé, refusant les quotas d'accueil, et les « Les murs » réapparaissent.

- L'image de l'Europe s'est profondément ternie.

Pendant les dix dernières années, les citoyens européens ont légitimement pu se demander s'il y avait un « pilote dans l'avion ? » Les années BARROSO furent à mon sens catastrophiques.

Mais finalement, et c'est le résultat d'une analyse auquel je suis parvenue : la raison principale du désamour des peuples est le déficit démocratique dont souffre encore la construction européenne

Et ceci, malgré l'élection du Parlement au suffrage universel direct depuis 1979. Ce n'est pas un hasard si, de suffrage en suffrage, l'abstention a été de plus en plus forte. C'est d'ailleurs très paradoxal, car plus ce Parlement monte en puissance et prend un rôle important, moins les citoyens paraissent s'y intéresser.

Il faut ajouter également qu'il y a eu beaucoup d'erreurs et certaines significatives, qui laissent une marque profonde et durable : je parlais tout à l'heure du référendum français sur le Traité constitutionnel de 2005. Le Peuple français a dit alors clairement 'NON'. Huit mois après, on lui a re-présenté un nouveau traité, le Traité de Lisbonne. Cette fois-ci il a été adopté par la voie parlementaire. Alors que c'est quasi le même, à peine revu. Les citoyens ont eu le sentiment qu'on se moquait d'eux, et ce rejet est resté profond, durable.

Dans ce climat de désaffection des peuples, Monsieur CAMERON a eu cette idée... que je ne qualifierai pas... d'organiser un référendum, qui sera très rapidement intitulé Brexit/Remain. Une sorte de coup de poker, notamment à usage interne de son parti a-t-on dit... Immédiatement, les commentateurs ont commencé à dire : « Si les Britanniques sortent cela sera la fin de l'Europe ! ». J'ai pensé tout de suite que, au contraire, si Brexit il y avait, cela pourrait être l'occasion d'une clarification et d'un rebond ! J'ajoute que, même si les Britanniques étaient restés, nous aurions dû faire cette réflexion et repenser l'Europe. Le pire selon moi aurait été le maintien du statu quo. Je suis sûre qu'on aurait poussé à Bruxelles, en cas de REMAIN, des grands soupirs de soulagement. Ensuite le risque n'était pas mince qu'on se dise « on l'a échappé bel, les Britanniques restent... Continuons comme avant ». Alors, c'eût été la mort de l'Europe.

Car l'Europe a besoin d'être repensée ! J'ai été très frappée en lisant le dernier discours de Jean-Claude JUNCKER sur l'état de l'Union. Le Président est un grand européen, un homme modeste, sincère... Il a fini son allocution par ceci : « l'Histoire ne se souviendra pas de nous, mais elle se souviendra de nos erreurs. Et si nous n'avons pas su les corriger, il en sera fini du rêve européen. » Quelle lucidité ! Et dit par le Président devant le Parlement européen, cela a une grande force qui ne peut que nous inciter à retrousser nos manches.

Alors pourquoi une clarification ?

Chacun ici connaît parfaitement les conditions dans lesquelles, en 1973, la Grande-Bretagne est entrée dans l'Union. Il y a eu les réticences, et même plus que cela, du Général de GAULLE... Les Britanniques sont entrés dans ce qui s'appelait alors la Communauté européenne uniquement pour bénéficier des avantages du 'Grand marché'. Et de façon très constante, très habile, ils ont refusé, freiné, bloqué, tout ce qui pouvait aller au-delà de cette grande zone de libre-échange, mais aussi tout ce qui pouvait aller dans le sens de satisfactions tangibles pour les citoyens. On leur a alors pudiquement accordé ce qu'il était convenu de nommer des « opting-out »... Et d'opting-out en opting-out on est arrivé à un statut dans le statut !

Avons-nous fait l'Europe sociale ?	Non !
L'harmonisation fiscale ?	Non !
Avons-nous une politique industrielle ?	Non !
Avons-nous une politique de l'énergie ?	Non !
Avons-nous une politique étrangère et de défense commune ?	Non !

L'Europe est inachevée !

Il est vrai qu'à cet égard, la sortie des Britanniques pourrait être une clarification.

Cela va permettre, peut-être, si la volonté politique est au rendez-vous... et je le pense réellement, sincèrement, un rebond : c'est la chance de relancer l'Europe.

L'élection de monsieur TRUMP peut nous aider également beaucoup dans cette perspective.

Ce pourrait être le tome 2 de mon livre. « Trump : une chance ? Relancer l'Europe ! »

Je voudrais maintenant vous présenter les chantiers qui me semblent essentiels :

1 - Relancer la croissance européenne : Pour moi, c'est LA priorité ! Pour retrouver la confiance de nos concitoyens. Actuellement on observe la défiance, nos sociétés sont fracassées, d'où la montée des populismes un peu partout... Rendez-vous compte, en Autriche, dans quelques semaines, le Président sera peut-être issu d'un parti vraiment extrême. C'est assez effrayant et il y a également beaucoup d'autres indicateurs. Je ne parlerai pas de la Pologne, de la Hongrie, de la Bulgarie...

Comment relancer la croissance ?

Je vois quatre lignes de force :

- Encourager l'investissement.
Il faut aller plus loin que l'actuel plan JUNCKER. On parle aujourd'hui de 1000 milliards sur 5 ans. C'est mieux.
Transition énergétique, numérique, télécoms...
- Harmonisation fiscale
Là, ça commence à bouger, via la lutte contre l'évasion fiscale et via la lutte contre les pratiques d'optimisation fiscale des multinationales. À titre de clin d'œil, je vous dirai que je ne pense pas, si les Britanniques avaient voté pour le Remain, qu'Apple aurait écopé d'une amende de 13 milliards d'euros ! Il y a aussi un domaine où cela bouge et qui est celui de l'harmonisation des taux. On observe parfois des taux qui vont du simple au triple. On peut citer par exemple le taux d'imposition sur les sociétés entre France et Irlande.
➔ La Commission prépare un projet d'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés. Mais comme on se rend compte que cela sera très difficile, même à 27, on parle de plus en plus d'utiliser les « coopérations renforcées » prévues dans le Traité de Lisbonne.
- Accès à l'emploi
C'est un domaine dans lequel la subsidiarité est un principe qui doit être respecté. Pourtant on peut faire des choses. Une bonne idée, intéressante, même si certains la jugeront insuffisante, est basée sur le constat du grand succès du programme Erasmus. On prépare donc à Bruxelles, pour l'apprentissage, un 'nouvel-Erasmus' ou 'Erasmus-pro'.
- Renforcement des outils de Défense commerciale, des mesures anti-dumping.
Il faut bien voir d'où l'on vient. Aujourd'hui on en parle, mais il y a encore peu de temps cela était ABSOLUMENT tabou, impensable.
- Avancer vers une politique industrielle commune, au lieu de nous concurrencer les uns les autres, de faire « cavaliers seuls ; et créer de grandes entités industrielles européennes.

2 - Renforcer les frontières extérieures et lutter efficacement contre le terrorisme .

- C'est une vraie demande des citoyens. Il faut garder l'esprit de Schengen mais les événements récents ont démontré de façon frappante qu'on ne contrôlait pas suffisamment les frontières extérieures. Le budget de FRONTEX était absolument dérisoire. Il l'est toujours d'ailleurs, même s'il a triplé. En 2016 il est environ de 250 millions d'euros. Enfin, on a mis en place un corps européen de gardes-frontières et de garde-côtes. Voilà un projet dont on parlait constamment, se contentant d'en parler. Là encore, pour les Britanniques cela était contraire au respect d'une certaine notion de la souveraineté, de leur conception de la construction européenne.
- Il y a ce fameux PNR, dont on a beaucoup parlé. Il est vrai que le Parlement européen a toujours été très sensible aux respects des données individuelles, et il a fallu les événements tragiques que l'on sait pour qu'il soit obligé de l'adopter. Il est prévu que ce PNR soit opérationnel au printemps 2018. Mais j'ai le regret de dire que je ne pense pas

qu'il le sera, car un certain nombre de pays, une dizaine, en sont encore à des phases exploratoires.

- Une directive est actuellement à l'étude pour lutter contre le trafic des armes à feu, et pour une modernisation du système des contrôles aux frontières,
- Harmonisation des compétences des cellules de renseignement financier pour lutter contre le financement du terrorisme.
- Renforcement d'Europol.

Tout cela est en chantier mais avance trop lentement malheureusement...

3 - Mettre en place une Politique de Défense commune

C'est un sujet très important, ce n'est pas vous que je dois convaincre ! Beaucoup pensent aujourd'hui que si la France n'avait pas refusé de ratifier le traité de la CED, l'Europe n'en serait pas là. Force est de constater que ce fut un coup d'arrêt. Dans toutes les enquêtes, notamment les Eurobaromètres, où l'on demande aux citoyens les domaines dans lesquels ils souhaiteraient que l'Europe aille plus loin, la Défense vient en premier. Récemment, France et Allemagne ont déclaré que c'était un domaine dans lequel il fallait qu'on avance. Le Président JUNCKER y a fait une allusion appuyée dans le discours dont je vous parlais tout à l'heure. Ne rêvons pas : il ne s'agit pas de constituer une armée européenne. Il s'agirait pour commencer de mettre en commun des moyens militaires, de mettre en place une coopération approfondie dans des missions européennes, un commandement civilo-militaire commun.

Ce sont des idées, des projets qui sont sur la table. Les Britanniques, dans un premier temps, ont essayé de les bloquer. Mais il semblerait que la nécessité puisse l'emporter et que l'on envisage la mise en place d'une coopération structurée permanente, d'ailleurs prévue par le Traité de Lisbonne.

Et là, si vous me permettez l'expression, nous « retrouvons monsieur TRUMP ». Ses propos de campagne sont très inquiétants. La remise en cause de l'Article 5 du Traité de l'OTAN, même s'il l'a fait très subrepticement, est grave. Il a dit en substance : « Nous n'appliquerons l'Article 5 en faveur d'un pays attaqué que si sa contribution financière a été à la hauteur de ce que l'on pouvait attendre ». Les pays des Balkans notamment sont extrêmement inquiets. Ils ont des raisons de l'être, surtout si messieurs POUTINE et TRUMP font cause commune, jusqu'à ce qu'ils ne se fâchent, ce qui viendra bien un jour.

Il faut donc avancer résolument vers une véritable défense européenne. Je ne vois pas d'autre réponse que nous pourrions apporter aux inquiétudes légitimes que nous pouvons avoir au sujet des positions de monsieur TRUMP.

Associée à cette priorité, j'inclurai la nécessité d'avoir ENFIN une politique extérieure commune.

L'UE a-t-elle pesé dans le conflit au Proche-Orient ?	Hélas, non !
L'UE a-t-elle été audible lors du printemps arabe ?	Hélas, non !
L'UE a-t-elle été entendue lors de l'invasion de la Crimée ?	Non !

On a observé plutôt une cacophonie. Malgré les talents de Madame Federica MOGUERINI. À ce sujet, là-encore, les Britanniques s'étaient opposés à ce qu'on parle d'un ministre des affaires étrangères européen, on continue donc à parler de la Haute-représentante pour la Défense et la Sécurité, malgré la mise en place d'un Service extérieur commun.

Alors que va-t-il se passer avec le « Brexit » ? PERSONNE ne le sait ! Les Britanniques ont nommé Madame Teresa MAY au poste de Premier ministre. C'est un choix très habile.

C'est une femme... européenne juste ce qu'il faut.
Elle était 'contre' le Brexit, mais sans faire campagne.

C'est à l'image de la Grande-Bretagne : un pied dehors, un pied dedans.

Ses premières déclarations ont été pleines d'ambiguïtés : « le Brexit doit être un succès ! ».

Evidemment, elle voulait dire un succès pour les Britanniques ! Elle a dit qu'elle n'ouvrirait le fameux article 50 du Traité de Lisbonne, article qui déclenche le processus de '*divorce*' au plus tard qu'au printemps 2017. De façon à ce que les choses soient claires, deux ans après, au moment des prochaines élections européennes...Au départ, elle a pris position en faveur d'un « Brexit-hard ».....Brexit-hard, Brexit-soft ??? De toutes les façons, la question n'est pas là...Certains Britanniques se rendent compte que les dommages collatéraux pour eux risquent d'être EXTRÊMEMENT sensibles. Je pense que, et surtout après l'élection de monsieur TRUMP, cela serait extrêmement dangereux pour le Parlement britannique de revenir sur un vote populaire, même si formellement il n'était que consultatif. Le Brexit se fera et il nous faut repenser une nouvelle relation avec la Grande-Bretagne. Les accords bilatéraux entre France et Grande-Bretagne, en matière de Défense, restent complètement d'actualité. Sur le plan économique, n'oublions pas que les Britanniques sont la deuxième économie européenne. Ce devra être une relation claire, comme celles que nous avons avec nos amis Norvégiens, avec la Suisse...Ce que je souhaite de tout cœur, et ce qui me semble plus fondamental, c'est qu'au lieu de se focaliser sur « partiront ? Ne partiront pas ? », on s'attèle à redonner corps au projet européen.

En conclusion, ce qui m'a donné un grand bonheur a été de constater que ces étudiants, avec lesquels je travaille, sont très européens. Vous me direz qu'ils ne sont pas représentatifs de toute la jeunesse... Certes, mais ce sont quand même les futurs leaders économiques de notre pays. Ils veulent croire en l'Europe, ils veulent retrouver un idéal européen. Ils ont décidé d'y travailler.

Le riche débat qui a suivi a porté :

Sur la nécessité, approuvée par Madame Fontaine, de retrouver le « souffle initial » et des « leaders » charismatiques, comme Robert Schuman, Jean Monnet, Jacques Delors, etc ;

Sur la question des divisions et des différences d'approche, par exemple entre les pays du Nord, de l'Est et du Sud de l'Europe. Oui, l'Europe ne peut pas être Une, mais sa devise reste pertinente (« unie dans la diversité »).

Sur la possibilité d'élargissement de la majorité qualifiée aux questions de défense. La réponse est malheureusement négative.

Les risques du Brexit au plan militaire ont été rappelés (perte : des capacités militaires du Royaume Uni, d'un membre du Conseil de sécurité, d'un réseau diplomatique). Pour notre invitée, il fallait de toutes façons sortir du statut quo, que le Royaume Uni reste ou parte. Mais pour elle, il faut éviter une sortie brutale (« hard Brexit »). Monsieur Michel Barnier, désigné par la Commission européenne pour négocier cette sortie, a les qualités pour la mener à bien

Madame Nicole Fontaine a souligné le besoin de retrouver des liens forts avec l'Afrique, confrontée à un fort taux de croissance démographique, et de comprendre ce qui s'y passe. Pourquoi par exemple tant de jeunes Tunisiens partent faire le Djihad ?

La question de la relation avec les USA a été aussi évoquée, et notre intervenante a souligné que ces derniers n'ont jamais souhaité une Europe forte.

Elle a conclu qu'elle sentait un appétit d'Europe et un regain d'enthousiasme, surtout chez les jeunes, et qu'il fallait accompagner cette envie d'Europe.